

Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
NOVEMBRE 2023

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SOUTIEN AU RÉSEAU VÉLO ÎLE-DE-FRANCE (VIF) ET PLAN VÉLO RÉGIONAL - 5ÈME RAPPORT
2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	6
Carte des projets du rapport	7
PROJET DE DÉLIBÉRATION	10
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	14
Annexe 1 - Fiches-projets	15
Annexe 2 - Avenant à la convention CD95	68
Annexe 3 - Fiche-projet CD95 modifiée	71
Annexe 4 - Avenant à la convention Epamarne	74
Annexe 5 - Fiche-projet Epamarne modifiée	77
Annexe 6 - Avenant à la convention Compans	81
Annexe 7 - Fiche-projet Compans modifiée	85
Annexe 8 - Convention IDFM service Véligo	88

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vous propose de poursuivre le soutien régional au développement de l'usage du vélo grâce au réseau Vélo Île-de-France (VIF) et au Plan Vélo régional en octroyant **22 nouvelles subventions** pour un montant total de **10 375 495 €**.

Au total, ce cinquième et dernier rapport en 2023 porte à **près de 52 millions d'euros** le soutien régional au développement d'infrastructures cyclables pour l'année, montant record qui témoigne de l'engagement fort et durable de l'ensemble des gestionnaires de voiries pour développer l'usage du vélo au quotidien sur tout le territoire francilien.

1. Soutien au réseau Vélo Île-de-France

En 2023, de nombreux chantiers sont engagés pour la mise en œuvre du réseau cyclable à haut niveau de service d'ampleur régionale.

Le présent rapport vous propose d'attribuer **7 nouvelles subventions** au titre du soutien régional au réseau Vélo Île-de-France, pour un montant total de **5 589 000 €**.

Ces subventions permettront de réaliser :

- Sur l'axe V1 (Le Mesnil-Aubry – Arpajon) :
 - o Des aménagements transitoires sur le carrefour des RD24 et RD901 à Aubervilliers (maîtrise d'ouvrage : conseil départemental de Seine-Saint-Denis),
- Sur l'axe V2 (Aéroport CDG – Vélizy-Villacoublay) :
 - o Des aménagements définitifs et transitoires sur la RD932 à La Courneuve (maîtrise d'ouvrage : conseil départemental de Seine-Saint-Denis),
 - o Des aménagements sur la plateforme aéroportuaire de Roissy – Charles de Gaulle, pour desservir les terminaux et pôles générateurs d'emploi (maîtrise d'ouvrage : groupe ADP),
- Sur l'axe V4 (Cergy-Pontoise – Val d'Europe) :
 - o Du jalonnement entre Saint-Thibault-des-Vignes et Montévrain (maîtrise d'ouvrage : CA Marne et Gondoire),
- Sur l'axe V8 (Plaisir – Châtelet) :
 - o Des aménagements à Elancourt, Trappes, Montigny-le-Bretonneux, Guyancourt et Magny-les-Hameaux (maîtrise d'ouvrage : CA Saint-Quentin-en-Yvelines),
- Sur l'axe V20 (grande ceinture)
 - o Des aménagements transitoires sur la RD986 à Bobigny (maîtrise d'ouvrage : conseil départemental de la Seine-Saint-Denis),
 - o Des aménagements transitoires sur la RD30 et le lien avec l'axe V1 à Saint-Denis (maîtrise d'ouvrage : conseil départemental de Seine-Saint-Denis).

Par ailleurs, il vous est également proposé de modifier par avenant la convention de financement et la fiche-projet (23003163) relatives à la subvention « RESEAU VELO IDF - V4 - CD95 - TRAVAUX D203 ENTRE CONFLANS ET NEUVILLE (95) » attribuée au Département du Val d'Oise par délibération n° CP 2023-116 du 6 juillet 2023. La fiche-projet est modifiée en remplaçant la notion de « piste cyclable » par celle de « voie verte », afin de permettre réglementairement la

circulation des piétons sur cet axe hors agglomération. Par ailleurs, il convient de supprimer l'obligation d'accueil de 3 stagiaires qui a été indiquée par erreur dans ce dossier. Ces modifications sont sans incidence sur le montant de la subvention accordée.

Il vous est enfin proposé de corriger une erreur matérielle constatée dans la convention de financement type relative aux projets du Réseau Vélo Île-de-France. Il s'agit de compléter l'article relatif à la durée de la convention, en précisant quand la convention prend fin.

2. Soutien à la mise en œuvre des schémas cyclables locaux

En complément du réseau Vélo Île-de-France, la Région continue d'apporter son soutien aux projets qualitatifs de ses partenaires (communes, départements, établissements publics et associations) visant à développer l'usage du vélo au quotidien conformément au plan vélo régional adopté en 2017.

Il vous est ainsi proposé d'attribuer **14 subventions** au titre du plan vélo régional, pour un montant total de **2 786 495 €** d'autorisation de programme.

Aussi, il vous est proposé de modifier par avenant la convention de financement et la fiche-projet (EX070826) relatives à la subvention « VELO - EPAMARNE - VOIE EXPRESS (77) » attribuée à l'Epamarne par délibération n° CP 2023-066 du 29 mars 2023. À la suite d'une erreur matérielle dans le détail de l'opération, il convient de remplacer « rue Jean Moulin » à Bussy-Saint-Georges par « rue de la Butte de Vaux » dans la fiche-projet. Cette modification est sans incidence sur le montant de la subvention accordée.

De même, il vous est proposé de modifier par avenant la convention de financement et la fiche-projet (22007598) relatives à la subvention « VELO - COMPANS - PLAN TRIENNAL 2023-2025 - ANNEE 1 (77) » attribuée à la commune de Compans par délibération n° CP2023-066 du 29 mars 2023. À la suite d'une erreur matérielle dans le détail de l'opération et afin de prendre en compte les dispositions de la délibération CR2022-076 relative au budget primitif pour 2023, qui en son article 17 exonère d'application la décision « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens » les communes rurales de moins de 2 000 habitants, il convient de supprimer la mention de l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires. Cette modification est sans incidence sur le montant de la subvention accordée.

Il vous est enfin proposé de corriger une erreur matérielle constatée dans la convention de financement type relative aux projets soutenus par le plan vélo régional. Il s'agit de reprendre l'article sur la durée de la convention, en modifiant le paragraphe définissant quand la convention prend fin.

3. Soutien à la politique cyclable d'Île-de-France Mobilités

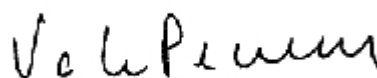
Il vous est proposé d'attribuer **une subvention** de **2 000 000 €** à Île-de-France Mobilités au titre de ses actions en faveur du vélo.

Depuis la rentrée 2019, Île-de-France Mobilités propose aux Franciliens un service de location longue durée de vélos à assistance électrique appelé Véligo Location. La flotte est complétée depuis 2021 par une offre de vélo-cargos de trois modèles (triporteur, biporteur, rallongé). Pour répondre à un besoin croissant et limiter tout phénomène de liste d'attente nuisible à l'image du service, cette subvention permet le financement de l'achat de 500 vélos cargos, afin de doubler la flotte existante, et de 1 500 VAE supplémentaires.

Afin de permettre les affectations proposées, le transfert de crédits suivant a été opéré au sein du chapitre 908 « transports », du code fonctionnel 843 « voirie départementale », programme HP843-002 « aménagement d'infrastructure de voirie départementale », action 18400202 « aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne » vers le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 87 « circulations douces », programme HP87-001 « circulations douces », action 18700101 « réseaux verts et équipements cyclables » pour un montant de 1 777 861 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

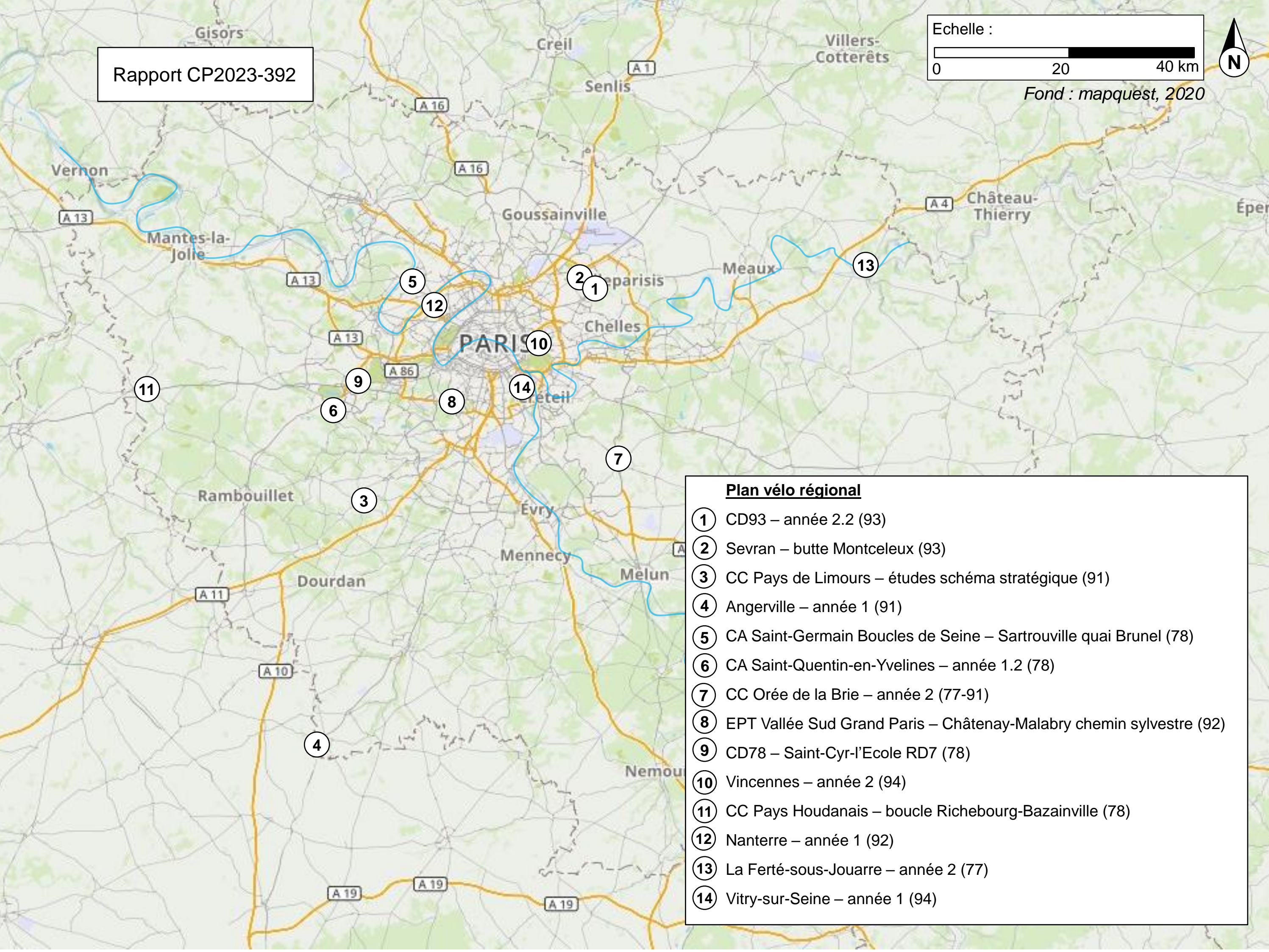
**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Carte des projets du rapport



Plan vélo régional

- ① CD93 – année 2.2 (93)
- ② Sevrans – butte Montceaux (93)
- ③ CC Pays de Limours – études schéma stratégique (91)
- ④ Angerville – année 1 (91)
- ⑤ CA Saint-Germain Boucles de Seine – Sartrouville quai Brunel (78)
- ⑥ CA Saint-Quentin-en-Yvelines – année 1.2 (78)
- ⑦ CC Orée de la Brie – année 2 (77-91)
- ⑧ EPT Vallée Sud Grand Paris – Châtenay-Malabry chemin sylvestre (92)
- ⑨ CD78 – Saint-Cyr-l'Ecole RD7 (78)
- ⑩ Vincennes – année 2 (94)
- ⑪ CC Pays Houdanais – boucle Richebourg-Bazainville (78)
- ⑫ Nanterre – année 1 (92)
- ⑬ La Ferté-sous-Jouarre – année 2 (77)
- ⑭ Vitry-sur-Seine – année 1 (94)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

SOUTIEN AU RÉSEAU VÉLO ÎLE-DE-FRANCE (VIF) ET PLAN VÉLO RÉGIONAL - 5ÈME RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi d'orientation des mobilités (LOM) votée par l'Assemblée nationale le 19 novembre 2019 ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

VU la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 approuvant l'adaptation du plan vélo régional ;

VU la délibération n° CP 2020-272 du 27 mai 2020 approuvant le dispositif de soutien au RER-V et l'adaptation du plan vélo régional ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 approuvant le cahier des charges du RER-V et l'actualisation du dispositif de soutien régional au RER-V ;

VU la délibération n° CP 2021-253 du 22 juillet 2021 modifiant la convention type vélo ;

VU la délibération n° CP 2021-322 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 relative au plan « route de demain » ;

VU la délibération n° CR 2022-076 du 12 décembre 2022 approuvant le budget primaire pour l'année 2023 et exemptant les communes rurales de moins de 2 000 habitants d'application des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-066 du 29 mars 2023 attribuant une subvention à l'Epamarne pour la réalisation d'une « voie express vélo », et une subvention à la commune de Compans pour la

première tranche de son plan triennal d'aménagements cyclables ;

VU la délibération n° CP 2023-115 du 1^{er} juin 2023 modifiée approuvant l'actualisation du dispositif de soutien régional au réseau Vélo Île-de-France et de la convention type du réseau VIF ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-116 du 5 juillet 2023 attribuant une subvention au département du Val d'Oise pour la réalisation de l'axe V4 du VIF sur la RD203 ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-392 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional au Réseau Vélo Île-de-France » au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches-projets) à la présente délibération par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **5 589 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2023-115 du 1^{er} juin 2023 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 5 589 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 87 « Circulations douces » - programme HP87-001 « Circulations douces » - action 18700101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2023.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan vélo régional – Soutien régional aux projets cyclables » au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches-projets) à la présente délibération par l'attribution de 14 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 786 495 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 786 495 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 87 « Circulations douces » - programme HP87-001 « Circulations douces » - action 18700101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2023.

Article 3 :

Approuve l'avenant à la convention relative à la subvention « RESEAU VELO IDF - V4 - CD95 - TRAVAUX D203 ENTRE CONFLANS ET NEUVILLE (95) » adoptée par la délibération n° CP2023-116 du 5 juillet 2023 joint en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de remplacer la fiche-projet correspondante par la fiche-projet 23003163 modifiée jointe en annexe 3.

Article 4 :

Approuve l'avenant à la convention relative à la subvention « VELO - EPAMARNE - VOIE EXPRESS (77) » adoptée par la délibération n° CP2023-066 du 29 mars 2023 joint en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de remplacer la fiche-projet correspondante par la fiche-projet EX070826 modifiée jointe en annexe 5.

Article 5 :

Approuve l'avenant à la convention relative à la subvention « VELO - COMPANS - PLAN TRIENNIAL 2023-2025 - ANNEE 1 (77) » adoptée par la délibération n° CP2023-066 du 29 mars 2023 joint en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de remplacer la fiche-projet correspondante par la fiche-projet 22007598 modifiée jointe en annexe 7.

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « Management de la mobilité / nouveaux services de mobilité » au financement de l'achat de 500 vélos cargos et 1 500 vélos à assistance électrique pour le service Véligo Location, tel que des détaillé en annexe 1 (fiches-projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 000 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 87 « Circulations douces » - programme HP87-001 « Circulations douces » - action 18700101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2023.

Article 7 :

Complète l'article 4 de la convention de financement type relative aux projets du Réseau Vélo Île-de-France adoptée par la délibération n° CP 2023-115 du 1^{er} juin 2023 par la phrase : « Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention. »

Article 8 :

Modifie l'article 4 de la convention de financement type relative aux projets soutenus par le plan vélo régional adoptée par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 modifiée, en remplaçant le 2^e paragraphe par la phrase : « Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention. »

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets jointes en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches-projets

DOSSIER N° EX077481 - VELO - CD78 - RD7 A SAINT-CYR-L'ECOLE (78)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	836 000,00 € HT	50,00 %	418 000,00 €
	Montant total de la subvention		418 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La présente demande est motivée par la nécessité de réaliser les travaux à partir du début de l'été 2023 afin de tenir le calendrier de desserte des sites olympiques en vue des JO 2024 de Paris.

Description :

La présente demande concerne l'aménagement cyclable de la RD7 à Saint-Cyr-l'Ecole. Afin de créer une continuité cyclable entre l'avenue Pierre Curie (RD10) et la ferme de Gally. Cet itinéraire est un axe structurant local mais qui s'inscrit aussi dans les cheminements privilégiés dans le cadre des Jeux Olympiques. A la vue des fortes contraintes techniques qui pèsent sur le projet, seulement environ 1,5 kilomètres des 2,3 kilomètres qui concernent le projet, sont éligibles au Plan Vélo Régional

Les sections éligibles du projet se composent de :

- La création d'une piste unidirectionnelle d'environ 1,55 mètres de large dans le sens de la montée entre l'aérodrome et la rue Guy Moquet pour un total d'environ 490 mètres.

-La création de deux pistes cyclables unidirectionnelles bilatérales d'environ 1,75 mètres de large, au droit de la station de tramway Allée Royale (T13), soit de la rue Guy Moquet au Chemin de l'Avenue de Villepreux pour un total d'environ 680 mètres (340 mètres de part et d'autre de la chaussée).

- La mise en place d'une voie verte de près de 4 mètres de large environ entre le chemin de l'Avenue de

Villepreux sur un total d'environ 350 mètres.

Soit un linéaire total de 1,5 kilomètres.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le département des Yvelines ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Concernant la création d'une piste cyclable de l'aérodrome à la rue Guy Moquet
Travaux estimés à 1 666 666 € HT.

Au regard du linéaire de 490 mètres environ, le plafond de 269 500 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 134 750 €.

Création de deux pistes cyclables unidirectionnelles latérales au droit de la station de tramway Allée Royale (13), soit de la rue Guy Moquet au Chemin de l'avenue de Villepreux
Travaux estimés à 658 333 € HT.

Au regard du linéaire de 680 mètres environ, le plafond de 374 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 187 000 €.

A propos de la création d'une voie verte entre l'avenue de Villepreux et le rond-point de la ferme de Gally
Travaux estimés à 225 000 € HT.

Au regard du linéaire de 350 mètres environ, le plafond de 192 500 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 96 250 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 418 000 € (134 750 + 187 000 + 96 250).

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 439 000,00	100,00%
Total	4 439 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	418 000,00	9,42%
Subvention État (sollicitée)	679 000,00	15,30%
Fonds propres	3 342 000,00	75,29%
Total	4 439 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007843 - VELO - DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS - PLAN VELO 2022-2024 - ANNEE 2 PARTIE 2 (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	416 000,00 € HT	25,00 %	104 000,00 €
	Montant total de la subvention		104 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : 203/213 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93006 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le département de la Seine-Saint-Denis souhaite développer l'usage du vélo sur son territoire. Ses élus ont adopté un schéma stratégique cyclable à l'échelle du territoire en 2022, décliné en plan d'action pluriannuel.

La présente demande de subvention concerne la deuxième tranche de la deuxième année du plan d'action (hors aménagements du VIF), et porte sur l'aménagement d'une chaussée à voie centrale banalisée (CVCB) sur la RD44 (rue du Docteur Roux) à Livry-Gargan entre la limite communale avec Sevran à l'ouest et celle avec Vaujours à l'est.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le département de la Seine-Saint-Denis ayant réalisé un document stratégique cyclable décliné en plan

pluriannuel d'investissement, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, est subventionnée à 50% des dépenses subventionnables, au titre de la complétion du maillage cyclable (plafond des dépenses subventionnables fixé à 550 €/ml) l'opération suivante :

Création d'une Chaussée à Voie Centrale Banalisée (CVCB) sur RD44 (rue du Docteur Roux) à Livry-Gargan.

Travaux estimés à 416 000 € HT

Au regard du linéaire prévu de 1100 mètres environ, le plafond des dépenses subventionnables de 605 000 € HT n'est pas atteint.

L'opération faisant l'objet d'une demande de co-financement par la Métropole du Grand Paris à hauteur de 187 200 € soit 45% du montant des dépenses, la subvention régionale est plafonnée à 104 000 € (25%) pour qu'il y ait 30% de participation minimale légale du maître d'ouvrage.

La subvention s'élève donc à 104 000 €.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	416 000,00	100,00%
Total	416 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	104 000,00	25,00%
Subvention Métropole (sollicitée)	187 200,00	45,00%
Fonds propres	124 800,00	30,00%
Total	416 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX077634 - VELO - SEVRAN - AMENAGEMENT D'UNE BOUCLE VERTE AUTOUR DE LA BUTTE MONTCELEUX (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	916 400,00 € HT	25,00 %	229 100,00 €
	Montant total de la subvention		229 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BLANCHET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 15 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Sevrans souhaite développer l'usage du vélo sur son territoire. La présente demande de subvention porte sur l'aménagement d'une voie verte en boucle autour de la butte Montceaux, de 3 mètres de large et de 1 700 mètres de long environ.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Sevrans n'a pas encore réalisé de document stratégique cyclable décliné en plan d'action pluriannuel d'investissement et ne peut donc pas prétendre à une subvention aux taux maximaux prévus par le plan vélo régional.

Ainsi est subventionnée à 25% des dépenses subventionnables, au titre de la complétion du maillage cyclable (plafond des dépenses subventionnables fixé à 550 €/mètre linéaire) l'opération suivante :

- création d'une voie verte :

Travaux estimés à 916 400 € HT

Au regard du linéaire prévu de 1 700 mètres environ, le plafond de dépenses subventionnables de 935 000 € n'est pas dépassé. La subvention est donc de 229 100 € (916 400 x 25%).

Le montant de la participation régionale s'élève donc 229 100 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	916 400,00	100,00%
Total	916 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	229 100,00	25,00%
Subvention Métropole du Grand Paris (sollicitée)	412 380,00	45,00%
Fonds propres	274 920,00	30,00%
Total	916 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX077727 - VELO - NANTERRE - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 (92)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	320 000,00 € HT	50,00 %	160 000,00 €
	Montant total de la subvention		160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE

Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92014 NANTERRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrick JARRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville de Nanterre a adopté un schéma directeur cyclable de manière à exprimer les orientations politiques relatives au vélo comme mode de déplacement.

Il est décliné en plan triennal sur la période 2023-2025, de manière à proposer des aménagements complémentaires à ceux du département.

La présente demande concerne les premiers projets de ce plan triennal :

- la réalisation d'une piste bidirectionnelle sur la rue Noël Pons d'environ 2m50 de large et disposant de surlargeurs via notamment la présence d'une bordure chanfreinée,
- l'installation de 128 places de stationnement vélo,
- la pose de 3 compteurs vélo.

Détail du calcul de la subvention :

La ville de Nanterre ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Les dispositifs de stationnement sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 1 000 € HT / place.

Les outils de suivi et d'évaluation sont subventionnables à 50 % avec un plafond de dépense subventionnable de 4 000 € HT / point de comptage.

Création d'une piste cyclable bidirectionnelle :

Travaux subventionnables estimés à 296 704 € HT.

Au regard du linéaire de 600 mètres environ, le plafond de 330 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 148 352 €.

Installation de 128 places de stationnement vélo :

Travaux subventionnables estimés à 11 296 € HT.

Au regard du nombre de 128 places de stationnement vélo, le plafond de 128 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 5 648 €.

Pose de 3 compteurs vélo :

Travaux subventionnables estimés à 16 267 € HT.

Au regard du nombre de 3 compteurs vélo, le plafond de 12 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50 % du plafond de dépenses, soit 6 000 € HT.

Au total, la subvention régionale s'élève donc à $148\,352 + 5\,648 + 6\,000 = 160\,000$ €.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	324 267,00	100,00%
Total	324 267,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	160 000,00	49,34%
Fonds propres	164 267,00	50,66%
Total	324 267,00	100,00%

DOSSIER N° EX078141 - VELO - ANGERVILLE - ANNEE 1 PLAN VELO (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	240 000,00 € HT	48,33 %	116 000,00 €
	Montant total de la subvention		116 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANGERVILLE

Adresse administrative : 34 RUE NATIONALE
91670 ANGERVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Johann MITTELHAUSSER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville d'Angerville a élaboré un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructures, stationnement et promotion du vélo avec un plan d'action pluriannuel approuvé par délibération du 28 juillet 2023.

La présente demande concerne la première tranche de ce plan d'action et porte sur :

- La création d'un itinéraire pour permettre l'accès à la zone d'activité économique et commerciale située au nord de la ville depuis le sud du territoire en passant par le centre-ville et les écoles. Pour cela, des chaussées à voie centrale banalisée seront créées sur la rue du Jeu de Paume, la rue Jacob, la rue de Pithiviers et l'avenue Fernand Brégé soit sur une longueur totale de 1700m environ et le carrefour avenue du général de Gaulle et avenue de Paris sera aménagé pour le rendre cyclable. Ces aménagements viendront compléter les aménagements déjà existants et permettront d'assurer une continuité d'itinéraire

- La création d'un itinéraire pour permettre l'accès à la gare Transilien depuis les zones économique au nord et à l'est et depuis le quartier est de la ville. Pour cela des chaussées à voie centrale banalisée seront créées sur la route de Méréville, l'Avenue des portes de l'Europe, l'avenue de Berlin et l'impasse des tramways soit sur une longueur totale de 1 300m environ et les carrefours de la gare et le carrefour du général de Gaulle et de la rue des Moissons seront traités pour les rendre cyclable. Ces aménagements viendront compléter les aménagements déjà existants et permettront d'assurer une continuité d'itinéraire.

- La création d'une zone apaisée en centre-ville par la création d'une zone 30
- La création d'environ 54 place vélo par l'installation de 27 arceaux

Détail du calcul de la subvention :

La commune d'Angerville ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi,

- les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.
- les aménagements d'apaisement de la circulation sont subventionnables à 30% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.
- les dispositifs de stationnement sont subventionnables à 50%, avec un plafond de dépenses subventionnables de 1000 € HT / place créée.

- Création d'un itinéraire pour desservir la zone d'activité Nord

Travaux estimés à 80 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1 700 mètres environ, le plafond de 935 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 40 000 €. ($80\,000\text{€} \times 50\%$)

- Création d'un itinéraire pour desservir la Gare

Travaux estimés à 130 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1300 mètres environ, le plafond de 715 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 65 000 €. ($130\,000\text{€} \times 50\%$)

- Création d'une zone apaisée en centre-ville

Travaux estimés à 20 000 € HT.

Au regard du linéaire de voies total de 2 000 mètres environ, le plafond de 1 100 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 30% des dépenses éligibles, soit 6 000 €. ($20\,000\text{€} \times 30\%$)

- Création de stationnement vélo

Travaux estimés à 10 000 € HT.

Au regard des 54 places créés, le plafond de 54 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 5 000 €. ($10\,000\text{€} \times 50\%$)

Le total de la subvention est de :

$40\,000 + 65\,000 + 6\,000 + 5\,000 = 116\,000\text{€}$

Localisation géographique :

- ANGERVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	240 000,00	100,00%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	116 000,00	48,33%
Subvention communauté Agglomération (sollicitée)	50 255,00	20,94%
Fonds propres	73 745,00	30,73%
Total	240 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078403 - VELO - VINCENNES - PLAN VELO ANNEE 2 (94)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	82 550,00 € HT	45,32 %	37 415,00 €
	Montant total de la subvention		37 415,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VINCENNES

Adresse administrative : 53BIS RUE DE FONTENAY
94300 VINCENNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Charlotte LIBERT-ALBANEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville de Vincennes a approuvé en conseil municipal du 23 mars 2022 un plan triennal de mise en oeuvre de son plan vélo.

La présente demande concerne la deuxième tranche de ce plan triennal et porte sur les opérations suivantes.

Aménagement d'une piste cyclable unidirectionnelle sur l'avenue Aubert. Cette piste, entre la rue Victor Basch et la rue de l'Egalité, permettra d'assurer un double sens cyclable. Elle remplacera l'actuelle piste sur trottoir qui sera supprimée. La piste mesurera environ 105 ml (mètres linéaires) et environ 2 m de largeur. Elle sera séparée de la circulation générale par une bordure d'environ 30 cm de largeur.

Cette piste s'inscrit dans la continuité de l'aménagement existant à l'Est. Du stationnement automobile sera supprimé pour aménager la piste.

Installation de stationnement cyclable rue des Laitières et avenue du Petit Parc.

28 arceaux seront installés rue des Laitières en complément de la réfection de la rue. L'aménagement de zone 30 y sera maintenu.

5 arceaux seront installés avenue du Petit Parc.

Aménagement d'une bande cyclable à contre-sens de la circulation motorisée afin de créer un double-sens cyclable d'une largeur d'1,5 m minimum sur la rue du Commandant Mowat.

Aménagement cyclables avenue du Petit parc. Le projet consiste à sécuriser le double-sens cyclable dans cette avenue. D'une part, en entrée de double-sens cyclable depuis l'Avenue de Paris par la mise en œuvre, sur une vingtaine de mètres, d'une bande cyclable d'1,8 m de large environ. D'autre part, au niveau du n° 24, par la transformation de la chicane existante pour créer un couloir cyclable réservé, toujours dans le double-sens cyclable, d'1,5 m de large.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Vincennes ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi,

- les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire, 4 000 000 € HT pour les ouvrages d'art et les traitements d'intersection du RRIR.
- les aménagements d'apaisement de la circulation sont subventionnables à 30% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.
- les dispositifs de stationnement sont subventionnables à 50%, avec un plafond de dépenses subventionnables de 1000 € HT / place créée, et de 2000 € HT / place sécurisée.

Création d'une piste cyclable avenue Aubert :

Travaux estimés à 83 000 € HT.

Au regard du linéaire de 105 mètres environ, le plafond de 57 750 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 28 875 €.

Fourniture et installation d'arceaux rue des Laitières et avenue du Petit Parc :

Dépenses estimées à 4 500 € HT.

Au regard du nombre de 66 places créées, le plafond de 66 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 2 250 €.

Sécurisation du double-sens-cyclable avenue du Petit Parc :

Travaux estimés à 19 300 € HT.

Au regard du linéaire de 50 mètres environ, le plafond de 27 500 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 30% des dépenses éligibles, soit 5 790 €.

Création d'une bande cyclable rue du Commandant Mowat :

Travaux estimés à 1 000 € HT.

Au regard du linéaire de 100 mètres environ, le plafond de 55 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 500 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 37 415 € (28 875 + 2 250 + 5 790 + 500).

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	107 800,00	100,00%
Total	107 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	37 415,00	34,71%
Fonds propres	70 385,00	65,29%
Total	107 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX078446 - VELO - VITRY-SUR-SEINE - PLAN VELO ANNEE 1 (94)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	303 700,00 € HT	38,96 %	118 330,00 €
	Montant total de la subvention		118 330,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PIERRE BELL LOCH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville de Vitry-sur-Seine a approuvé en conseil municipal du 31 mai 2023 un plan triennal de mise en œuvre de son plan vélo. Le plan vélo est un schéma d'itinéraires cyclables visant à permettre l'accès aux principales polarités communales et extra-communale et se mailler avec le bus, le RER et le futur métro (M15).

La présente demande concerne la première tranche de ce plan triennal et porte sur :

- l'aménagement de la rue Camélinat entre la rue Génie et l'avenue Moulin de Saquet (RD148), soit environ 320 m, avec la pérennisation du double sens cyclable et le déplacement du stationnement motorisé de l'autre côté de la chaussée pour sécuriser les trajectoires cyclistes ;
- l'aménagement de l'avenue Danielle Casanova en zone 30 avec double sens cyclable entre l'avenue Guy Moquet et l'avenue de l'abbé Roger Derry soit environ 145 m ;
- l'aménagement de l'avenue Guy Môquet en zone 30 avec double sens cyclables, entre l'avenue Danielle Casanova et la rue Camille Goult, soit environ 390 m ;
- l'aménagement de la rue Charles Fourier avec mise en œuvre d'une bande cyclable à contre-sens d'1,50 m de largeur minimum, entre l'avenue Anatole France et le quai Jules Gesde, soit environ 495 m ;
- l'installation de 2 consignes vélos sécurisées de 5 vélos et d'1 consigne vélos sécurisée de 10 vélos ;
- la création de 200 places de stationnements (100 arceaux sur voirie) ;
- l'installation de 2 bornes de réparation.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Vitry ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi,

- les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire, 4 000 000 € HT pour les ouvrages d'art et les traitements d'intersection du RRIR.
- les aménagements d'apaisement de la circulation sont subventionnables à 30% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.
- les dispositifs de stationnement sont subventionnables à 50%, avec un plafond de dépenses subventionnables de 1000 € HT / place créée, et de 2000 € HT / place sécurisée.

Pérennisation d'un double-sens-cyclable rue Camélinat

Travaux estimés à 101 400 € HT.

Au regard du linéaire de 320 mètres environ, le plafond de 176 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 30% des dépenses éligibles, soit 30 420 €.

Mise en place d'un double-sens-cyclable avenue Danielle Casanova

Travaux estimés à 13 500 € HT.

Au regard du linéaire de 145 mètres environ, le plafond de 79 750 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 30% des dépenses éligibles, soit 4 050 €.

Pérennisation d'un double-sens-cyclable avenue Guy Môquet

Travaux estimés à 52 700 € HT.

Au regard du linéaire de 390 mètres environ, le plafond de 214 500 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 30% des dépenses éligibles, soit 15 810 €.

Création d'une bande cyclable rue Charles Fourier

Travaux estimés à 81 800 € HT.

Au regard du linéaire de 495 mètres environ, le plafond de 272 250 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 40 900 €.

Mise en œuvre de stationnement sécurisé

Dépenses estimées à 41 900 € HT.

Au regard du nombre de 20 places créées, le plafond de 40 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 20 000 €.

Fourniture et installation d'arceaux vélos

Dépenses estimées à 9 900 € HT.

Au regard du nombre de 200 places créées, le plafond de 200 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 4 950 €.

Fourniture et installation de bornes de réparation

Projet estimé à 4 400 € HT.

Le plafond de 80 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 2 200 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 118 330 € (30 420 + 4 050 + 15 810 + 40 900 + 20 000 + 4 950 + 2 200).

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	305 600,00	100,00%
Total	305 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	118 330,00	38,72%
Subvention Métropole du Grand Paris (sollicitée)	122 240,00	40,00%
Fonds propres	65 030,00	21,28%
Total	305 600,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007903 - VELO - LA FERTE-SOUS-JOUARRE - PLAN TRIENNAL 2022-2024 PARTIE
2 (77)**

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	280 500,00 € HT	50,00 %	140 250,00 €
	Montant total de la subvention		140 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE
Adresse administrative : MAIRIE DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE
77260 LA FERTE SOUS JOUARRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ugo PEZZETTA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville de La Ferté-sous-Jouarre a adopté en 2022 un schéma cyclable qui se déploie dans le cadre d'un plan triennal. La présente demande porte sur la mise en œuvre de la deuxième année de ce plan qui consiste à créer une jonction cyclable vers Sept-Sorts et Sammeron soit en empruntant le Quai des Anglais, la rue Fizeau et le Chemin de Halage sous le Pont de l'Europe.

Il est prévu de créer :

- Une piste bidirectionnelle sur trottoir avec un marquage différencié du cheminement piéton d'environ 3 mètres de large sur une longueur d'environ 50 mètres pour permettre le franchissement en toute sécurité du rond-point du Mémorial.
- La création d'une voie verte de 3 mètres de large minimum d'environ 700 mètres de long, au niveau du chemin du halage, en passant par la passerelle sur le Morin en direction de Sammeron et jusqu'au quai aux anglais.
- La mise en place d'une passerelle d'environ 3 mètres de large dont le revêtement sera traité pour diminuer la glissance.
- La mise en double sens cyclable et la réduction de la vitesse à 30 kilomètres heures du quai des anglais et de la rue Fizeau sur une longueur de 860 mètres environ.

L'ensemble de ces aménagements permettent la constitution, au sud du Morin, d'un itinéraire cyclable

cohérent qui œuvre à la complétion du maillage cyclable à l'échelle de la commune et du département.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de La Ferté-sous-Jouarre ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo. Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT du mètre linéaire, 4 000 000 € HT pour les ouvrages d'art et les traitements d'intersection du RRIR.

Concernant la création d'une piste cyclable Rond-point du Mémorial :

Travaux estimés à 33 000 € HT.

Au regard du linéaire de 50 mètres environ, le plafond de 27 500 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 13 750 €.

Création d'une voie verte Chemin de halage, voie sur berge vers Sammeron et voie sur berge au niveau du quai des anglais

Travaux estimés à 125 000 € HT.

Au regard du linéaire de 700 mètres environ, le plafond de 385 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 62 500 €.

Création d'un ouvrage d'art Passerelle sur le Morin au niveau du quai des anglais

Travaux estimés à 160 000 € HT.

Le plafond de 4 000 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 80 000 € HT.

Mise en place d'une zone 30 Quai des anglais et rue Fizeau

Travaux estimés à 22 000 € HT.

Au regard du linéaire de 860 mètres environ, le plafond de 473 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 11 000 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 167 250 € (13 750 + 62 500 + 80 000 + 11 000). Le projet est cofinancé à hauteur de 50%. Afin de respecter une participation minimale légale de 20% de la part du maître d'ouvrage, la subvention régionale est limitée à hauteur de 30% des dépenses éligibles, soit 140 250 €.

Localisation géographique :

- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	426 000,00	100,00%
Total	426 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	140 250,00	32,92%
Subvention Département (sollicitée)	190 750,00	44,78%
Fonds propres	95 000,00	22,30%
Total	426 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078059 - VELO - CC PAYS DE LIMOURS - ETUDES SCHEMA STRATEGIQUE (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	50 000,00 € HT	50,00 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LIMOURS
Adresse administrative : 615 RUE DE LA FONTAINE DE VILLE
91640 BRIIS SOUS FORGES
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Madame DANY BOYER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté de Communes du Pays de Limours (CCPL) souhaite réviser son schéma directeur des liaisons douces du pays de Limours (SDIC), qu'elle a approuvé par délibération du conseil municipal le 28 novembre 2019 et le faire évoluer en un plan stratégique des mobilités actives. Pour cela, elle a missionné le Cerema pour apporter son expertise technique.

La mission du Cerema reposera sur trois étapes.

- Diagnostic, notamment des itinéraires cyclables, des problématiques d'accessibilité et d'intermodalité, des pôles générateurs de mobilité et de l'organisation viaire des polarités,
- Fixation des orientations et élaboration d'une stratégie de développement des itinéraires cyclables,
- Préconisations et programme opérationnel triennal illustré notamment par des documents graphiques définissant les principes d'aménagement et des fiches actions.

Détail du calcul de la subvention :

Les études d'élaboration d'un document stratégique territorial cyclable sont éligibles au plan vélo régional au taux de 50% avec un plafond des dépenses subventionnables à 50 000 €

Or, le coût du plan vélo de la communauté de communes du Pays de Limours est de 50 000€ HT, aussi le calcul de la subvention s'appliquera au plafond des dépenses subventionnables.

Le montant de la subvention est donc de $50\,000\text{€} \times 50\% = 25\,000\text{€}$

La communauté de communes du Pays de Limours ne sollicite pas d'autre subvention.

Localisation géographique :

- CC PAYS DE LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	50,00%
Fonds propres	25 000,00	50,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078190 - VELO - CASGBS - SARTROUVILLE QUAI BRUNEL (78)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	330 000,00 € HT	25,00 %	82 500,00 €
	Montant total de la subvention		82 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE

Adresse administrative : 66 ROUTE DE SARTROUVILLE
78230 LE PECQ

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Pierre FOND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet concerne la réalisation d'un aménagement cyclable sur le quai Pierre Brunel à Sartrouville. Cet aménagement a pour objectif d'assurer la continuité de la piste cyclable bidirectionnelle existante sur les quais de Seine à Sartrouville, jusqu'à Corneilles-en-Parisis, en lien notamment avec la desserte du lycée Jean-Paul II et l'aménagement de la future Marina à Corneilles-en-Parisis.

Sur la première section, entre la rue Guy de Maupassant et la fin de la voirie existante, le projet consiste en la création d'une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m de large minimum.

Sur la deuxième section, entre le lycée Jean-Paul II et la limite communale de Corneilles-en-Parisis, le projet consiste en la création d'une voie verte d'au moins 3 m de large.

L'aménageur de la Marina de Corneilles aura la responsabilité de raccorder la voie verte de Sartrouville pour achever une liaison cyclable directe entre le nouveau quartier et la gare RER de Sartrouville.

Détail du calcul de la subvention :

La communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine a adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel.

Cependant, le projet objet de la demande de subvention n'y figurant pas, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 25% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT. / mètre linéaire.

Création d'une piste cyclable quai Brunel

Travaux estimés à 580 000 € HT.

Au regard du linéaire de 600 mètres environ, le plafond de 330 000 € est atteint.

Le projet n'étant pas inscrit dans la programmation pluriannuelle délibérée par le bénéficiaire, il ne peut prétendre à une subvention régionale à son taux maximal.

Le montant de la subvention s'élève donc à 25% de ce plafond, soit 82 500 €.

Localisation géographique :

- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	580 000,00	100,00%
Total	580 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	82 500,00	14,22%
Subvention Département (sollicitée)	99 000,00	17,07%
Fonds propres	398 500,00	68,71%
Total	580 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX078194 - VELO - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - PLAN VELO ANNEE 1 PARTIE 2
(78)**

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78190 TRAPPES

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur JEAN MICHEL FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (CASQY) souhaite développer l'usage du vélo sur son territoire. Pour ce faire, la CASQY a adopté en 2022 un Schéma directeur cyclable.

La présente demande concerne le financement du réaménagement de la totalité de l'avenue Roger Hennequin à Trappes. Le projet consiste en la requalification à 2x1 voies de l'avenue, pour y insérer deux pistes cyclables unidirectionnelles d'environ 2 mètres de large.

Détail du calcul de la subvention :

La communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Création d'une piste cyclable avenue Roger Hennequin (Trappes)

Partie des travaux de réalisation des pistes cyclable estimée à 500 000 € HT.
Au regard du linéaire de 3 800 mètres environ, le plafond de 2 090 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 250 000 €.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et maîtrise d'oeuvre	460 000,00	8,72%
Travaux	4 813 000,00	91,28%
Total	5 273 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	250 000,00	4,74%
Subvention Agence de l'Eau (sollicitée)	1 255 000,00	23,80%
Subvention État (sollicitée)	630 000,00	11,95%
Subvention Département (sollicitée)	96 000,00	1,82%
Fonds propres	3 042 000,00	57,69%
Total	5 273 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078195 - VELO - CC DE L'OREE DE LA BRIE - PLAN TRIENNAL - PARTIE 2 (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	869 000,00 € HT	50,00 %	434 500,00 €
	Montant total de la subvention		434 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE BRIE
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA GARE
77170 BRIE COMTE ROBERT
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean LAVIOLETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La communauté de commune de l'Orée de la Brie a réalisé en 2019 un schéma stratégique pour le développement de la pratique cyclable, décliné en plan d'action pluriannuel jusqu'en 2025.

La présente subvention porte la réalisation d'une partie de la liaison entre Varennes-Jarcy et Brie-Comte-Robert. Elle sera poursuivie jusqu'à Brie-Comte-Robert à l'horizon 2025.

L'aménagement consiste en la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m de large minimum sur la totalité de la longueur de la route du Tremblay à Varennes-Jarcy, depuis la rue de Mandres jusqu'à l'entrée de la déchetterie du SIVOM. Soit un linéaire total d'environ 1580 mètres sur lequel une attention particulière sera apportée à la mise en conformité des traversées piétonnes et cyclables. L'implantation des candélabres et des panneaux de signalisation ne devra ni gêner ni contraindre le cheminement cyclable nouvellement créé.

Détail du calcul de la subvention :

La communauté de communes de l'Orée de la Brie ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Création d'une piste cyclable route de Tremblay (Varennnes-Jarcy)

Travaux estimés à 1 161 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1 580 mètres environ, le plafond de 869 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 434 500 €.

Localisation géographique :

- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	44 000,00	3,79%
Travaux	1 117 000,00	96,21%
Total	1 161 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	434 500,00	37,42%
Subvention État (DSIL - sollicitée)	207 000,00	17,83%
Subvention État (AAP Mobilités actives - sollicitée)	168 000,00	14,47%
Fonds propres	351 500,00	30,28%
Total	1 161 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078385 - VELO - CC DU PAYS HOUDANAIS - BOUCLE RICHEBOURG BAZAINVILLE (78)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 085 600,00 € HT	25,00 %	271 400,00 €
	Montant total de la subvention		271 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCPH COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS HOUDANAIS
Adresse administrative : 22 PORTE D EPERNON
78550 MAULETTE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE TETART, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La présente demande a pour objectif de réaliser un itinéraire cyclable d'envergure, de près de 12 kilomètres, afin de relier les communes de Richebourg, Tacoignières et Bazainville. Cette liaison cyclable majeure est identifiée comme un itinéraire stratégique intercommunal depuis 2010. Afin de proposer une vision d'ensemble actualisée, la communauté de communes du pays Houdanais est en train de réviser son schéma cyclable.

Cette boucle de 12 kilomètres se compose de 14 sections.

Six sections, en traversée d'agglomérations (Richebourg, Tacoignières, Guignonville et Bazainville) en trafic mixte, dans le respect des préconisations du CEREMA.

- Section 1 : De la rue de la couture à Richebourg jusqu'à la rue des Gascoins (800m environ).
- Section 5 : De l'entrée de la commune de Tacoignières, en traversée de la RD45 jusqu'à la limite sud de la commune au niveau de la rue de la gare (2710m environ).
- Section 8 : Le chemin de la coulisse à Guignonville (100m environ).
- Section 11 : De la RD112 à Bazainville jusqu'à la RD912 (1000m environ).
- Section 12 : La route de Guignonville à Guignonville (620m environ).
- Section 13 : Sur le D112 entrer la route de Guignonville et la route de Richebourg à Guignonville (150m environ).

Ces sections, qui ne sont pas concernées par la subvention, forment un total de 5,4 kilomètres environ.

Deux sections de chaussée centrale à voie banalisée de 5 mètres de large minimum avec des rives d'environ 1,5 mètres de large chacune. Un arrêté interdisant le stationnement sur les rives sera pris.

- Section 6 : De la rue de la gare, en limite d'agglomération de Tacoignières, jusqu'à l'entrée de la voie verte route de Tacoignières (650m environ).

- Section 10 : De la RD112 au niveau de la Ferme du Loup Ravissant jusqu'à la route de Tacoignières à Bazainville (100m environ).

Au total, les CVCB concernent un linéaire de 750 mètres environ.

Six sections de voies vertes de trois mètres minimum de largeur.

- Section 2 : Entre la rue des Gascoins l'aqueduc de l'Avre (500m environ).

- Section 3 : l'aqueduc de l'Avre (400m environ).

- Section 4 : De l'Aqueduc de l'Avre jusqu'à la D45 à Tacoignières (1000m environ).

- Section 7 : De la route de Tacoignières jusqu'à l'allée Gasse à Guignonville (1300m environ).

- Section 9 : Du chemin de la coulisse à Guignonville jusqu'à la RD112 (route de Richebourg) à proximité immédiate du cimetière de Bazainville et de la ferme du Loup Ravissant (850m environ).

- Section 14 : De la RD912, Avenue de Paris, jusqu'à la RD112 en direction de Guignonville (1700m environ)

La signalisation adéquate sera disposée opportunément le long des 5,8 kilomètres environ.

Une attention toute particulière sera apportée à la mise en œuvre d'une signalisation horizontale courbe et adaptée à l'angle de giration des vélos lors des intersections.

Détail du calcul de la subvention :

La communauté de communes du Pays Houdanais n'ayant pas adopté de document stratégique cyclable décliné en plan pluriannuel d'investissement, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 25% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Concernant la création d'une voie verte et d'une chaussée à voie centrale banalisée allant de Richebourg, en passant par Tacoignières et Guignonville, à Bazainville.

Travaux estimés à 1 355 000 € HT.

Au regard du linéaire de 6 500 mètres environ, le plafond de 3 575 000 € n'est pas atteint.

Le projet est cofinancé à hauteur de 50%. Afin de respecter une participation minimale légale de 30% de la part du maître d'ouvrage, la subvention régionale est limitée à hauteur de 20,3% des dépenses éligibles, soit 271 400 €.

Localisation géographique :

- CC PAYS HOUDANAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	64 000,00	4,72%
Etudes	11 000,00	0,81%
Travaux	1 280 000,00	94,46%
Total	1 355 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	271 400,00	20,03%
Subvention État (attribuée)	677 084,00	49,97%
Fonds propres	406 516,00	30,00%
Total	1 355 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007888 - VELO - VALLEE SUD GRAND PARIS - CHEMIN SYLVESTRE A CHATENAY-MALABRY (92)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN-DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Vallée Sud Grand Paris a adopté un schéma directeur cyclable de manière à exprimer les orientations politiques relatives au vélo comme mode de déplacement.

Il est décliné en plan triennal sur la période 2023-2025, de manière à proposer des aménagements complémentaires à ceux du département.

La présente demande concerne le deuxième projet de ce plan triennal, via la réalisation d'une voie verte sur un chemin sylvestre à Chatenay-Malabry, entre la rue de l'égalité et la route de Saint-Leu. Cette voie verte se connectera avec des voies partagées et des bandes cyclables existantes ou en projet.

Détail du calcul de la subvention :

Vallée Sud Grand Paris ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Création d'une voie verte

Travaux subventionnables estimés à 800 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1940 mètres environ, le plafond de 1 067 000 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 400 000 €.

Localisation géographique :

- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	800 000,00	100,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	400 000,00	50,00%
Fonds propres	400 000,00	50,00%
Total	800 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007840 - VIF V20 - CD93 - AMENAGEMENTS CYCLABLES TRANSITOIRES SUR LA RD986 A DRANCY ET BOBIGNY (93)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	744 000,00 € HT	39,52 %	294 000,00 €
Montant total de la subvention			294 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : 203/213 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93006 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux de sécurisation nécessitent d'être réalisés avant les Jeux Olympiques 2024.

Description :

L'axe V20 (grande ceinture) du réseau Vélo Île-de-France (VIF) relie les trois départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine.

La présente demande concerne l'aménagement temporaire de la RD986 à Drancy et Bobigny, entre le carrefour du 8 mai 1945 à La Courneuve et le rond-point Sémart à Bobigny.

Entre le carrefour du 8 mai 1945 et le rond-point de l'Abbé Grégoire à Drancy, deux pistes unidirectionnelles seront aménagées. Dans un environnement contraint par l'implantation du tramway T1, elles seront de largeur variable de manière à maintenir 1 voie de circulation générale dans chaque sens. Là où la chaussée était initialement à 2x2 voies de circulation générale, les pistes auront une largeur de 2,20m.

Le rond-point de l'Abbé Grégoire sera ceinturé par une piste cyclable unidirectionnelle, protégée par des îlots.

Entre le rond-point de l'Abbé Grégoire et le rond-point Sémart à Bobigny, une piste bidirectionnelle d'environ 3 m de largeur sera installée.

Les ronds-points Repiquet, Normandie-Niemen et Sémart seront ceinturés avec des pistes cyclables bidirectionnelles de 3 m à 4 m de largeur protégées. La sécurisation du carrefour Sémart ayant déjà fait l'objet d'une subvention régionale (subvention 21009035), seuls les aménagements Repiquet et Normandie-Niemen font partie de la subvention.

L'ensemble du projet concerté avec les maires permettra une sécurisation à l'horizon 2024 d'un linéaire important de l'axe V20 du VIF, itinéraire cyclable olympique. La pérennisation des aménagements sera étudiée par le Département après les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Les aménagements légers, souples et réversibles permettant de préfigurer les aménagements cyclables définitifs sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 200 000 € par km aménagé.

Travaux estimés à : 930 000 € HT

Au regard du linéaire total prévu de 3720 mètres, le plafond de dépenses subventionnables de 744 000 € est dépassé.

L'opération étant co-financée par l'Etat à hauteur de 450 000 € soit 48% du montant des dépenses, la subvention régionale est plafonnée à 294 000 € (32%) pour qu'il y ait 20 % de participation minimale légale du maître d'ouvrage.

La subvention s'élève donc à 294 000 €.

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE
- BOBIGNY
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	930 000,00	100,00%
Total	930 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	294 000,00	31,61%
Subvention État (sollicitée)	450 000,00	48,39%
Fonds propres	186 000,00	20,00%
Total	930 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007907 - VIF V20 - CD93 - AMENAGEMENTS CYCLABLES TRANSITOIRES SUR LA RD30 A SAINT-DENIS ET AUBERVILLIERS (93)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	72 000,00 € HT	20,00 %	14 400,00 €
	Montant total de la subvention		14 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : 203/213 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93006 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La D30 est le support viaire privilégié pour l'aménagement à terme de l'axe V20 du Réseau Vélo Île-de-France entre Saint-Denis et La Courneuve.

La D24 est le support viaire de l'axe V1, sur la rive Ouest du Canal Saint-Denis.

La D30 a été identifiée comme un axe structurant nécessaire au maillage du réseau cyclable olympique. A ce titre, le conseil départemental de Seine-Saint-Denis souhaite aménager de manière transitoire une partie de cet axe afin de sécuriser les déplacements cyclistes à court terme. Un nouvel aménagement cyclable transitoire sur la D30 à Saint-Denis est donc prévu sur le giratoire croisant la Rue Cokerie, la rue Pressensé (D30) disposant déjà d'un aménagement cyclable transitoire.

De plus, le conseil départemental souhaite aménager de manière transitoire la rue reliant la D30 et la D24, pour permettre la connexion de l'axe V20 à l'axe V1 du Réseau Vélo Île-de-France.

Ces aménagements seront réalisés avec des équipements souples qui permettront de préfigurer la configuration future du Réseau Vélo Île-de-France sur la D30.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions

liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux d'aménagement cyclable pour le développement du Réseau Vélo Île-de-France sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond de dépense subventionnable pour les aménagements transitoires est fixé à 200 €/mètre linéaire.

Travaux estimés à 72 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 300 mètres environ, le plafond des dépenses subventionnables de 60 000 € est atteint. Le plafond de la subvention s'établirait donc à $60\% \times 60\,000 = 36\,000$ €

L'Etat apportant une subvention à hauteur de 50% et afin de respecter une participation minimale légale du maître d'ouvrage de 30%, la subvention régionale s'élève à 20% des dépenses, soit un montant de 14 400 €, en deçà du plafond détaillé au paragraphe précédent.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	72 000,00	100,00%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	14 400,00	20,00%
Subvention État (sollicitée)	36 000,00	50,00%
Fonds propres	21 600,00	30,00%
Total	72 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007909 - VIF V1 - CD93 - AMENAGEMENT CYCLABLE TRANSITOIRE SUR LE
CARREFOUR RD901/RD24 A AUBERVILLIERS (93)**

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	26 000,00 € HT	60,00 %	15 600,00 €
Montant total de la subvention			15 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : 203/213 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93006 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'axe V1 du réseau Vélo Île-de-France relie Paris (75), Saint-Denis (93), Sarcelles et Le Mesnil-Aubry (95).

La présente subvention concerne l'aménagement réversible du carrefour entre la RD901 (avenue Victor Hugo) et la RD24 (quai Lucien Lefranc) à Aubervilliers. L'objectif de l'aménagement est d'assurer la continuité cyclable des pistes existantes situées de part et d'autre du carrefour, de sécuriser les cyclistes se dirigeant vers les parcs de stationnements vélos pour les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024 avec des aménagements dédiés en attendant les aménagements pérennes à termes pour la ligne V1.

Les aménagements définitifs nécessitent une reprise plus lourde de la géométrie avec la modification des tracés des files d'eau, ainsi que le déplacement de mobiliers sur les trottoirs.

L'aménagement consiste en la création d'une piste unidirectionnelle d'environ 2 m de largeur sur environ 130 ml, constituée par un marquage et des pictogrammes au sol, et protégée lorsque cela est nécessaire par des ilots de protections matérialisés par des balisettes.

Il sera également nécessaire de reprendre le marquage des traversées piétonnes et de la signalisation lumineuse tricolore.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris,

VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Les aménagements légers, souples et réversibles permettant de préfigurer les aménagements cyclables définitifs sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 200 000 € par km aménagé.

Travaux estimés à : 34 200 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 130 ml, le plafond de dépenses subventionnables de 26 000 € est dépassé.

La subvention s'élève donc à 60% de ce plafond, soit un montant de 15 600 €.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	34 200,00	100,00%
Total	34 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 600,00	45,61%
Fonds propres	18 600,00	54,39%
Total	34 200,00	100,00%

DOSSIER N° 23007910 - VIF V2 - CD93 - TRAVAUX SUR LA RD932 A LA COURNEUVE (93)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	2 374 000,00 € HT	26,79 %	636 000,00 €
	Montant total de la subvention		636 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 203/213 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La RD932 est le support viaire de l'axe V2 nord du Réseau Vélo Île-de-France à La Courneuve. Elle a également été identifiée comme un axe structurant nécessaire au maillage du réseau cyclable olympique. A ce titre, le conseil départemental de Seine-Saint-Denis souhaite l'aménager afin de sécuriser les déplacements cyclistes pour les jeux olympiques et paralympiques (JOP) de 2024.

La demande de subvention porte sur la requalification de la RD932 à La Courneuve :

- à titre définitif, l'intégration de deux pistes cyclables unidirectionnelles de 2,2 mètres de large environ sur trottoir et chaussée séparées des flux piétons et automobiles par des bordures séparatrices et zones tampon sur un linéaire de 270 mètres au sud du giratoire entre l'ouverture de la trémie et la rue Edouard Vaillant ;

- à titre provisoire, afin d'assurer la sécurité des cheminements cyclables pour les JOP :

- aménagement du giratoire du 8 mai 1945 en zone de limitation à 20 km/h avec une voie partagée voiture et vélo au niveau du carrefour du 8 mai 1945,
- création de pistes cyclables unidirectionnelles de 2 mètres de large, réduites localement à 1,8 mètres entre la réouverture de la trémie au nord et la rue Rateau, sur un linéaire 1 100 mètres ;
- aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle de 3 mètres de large entre la rue Rateau et la rue du chevalier de la barre sur un linéaire de 400 mètres.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux d'aménagement cyclable pour le développement du Réseau Vélo Île-de-France sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond pour les aménagements définitifs est fixé à 1 000 €/mètre linéaire. Le plafond de dépense subventionnable pour les aménagements transitoires est fixé à 200 €/mètre linéaire.

1) Aménagements définitifs

Travaux estimés à 1 531 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 540 mètres environ, le plafond des dépenses subventionnables de 540 000 € est atteint. La subvention est donc de 324 000 euros (540 000 x 60%).

2) Aménagements transitoires

Travaux estimés à 843 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 2 600 mètres environ (1 100 x 2 + 400), le plafond des dépenses subventionnables de 520 000 € est atteint. La subvention est donc de 312 000 euros (520 000 x 60%).

Le montant total de la participation régionale s'élève donc à 636 000 € (324 000 + 312 000).

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 374 000,00	100,00%
Total	2 374 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	636 000,00	26,79%
Subvention État (sollicitée)	326 000,00	13,73%
Fonds propres	1 412 000,00	59,48%
Total	2 374 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007915 - VIF V8 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - TRAVAUX A ELANCOURT, TRAPPES, MONTIGNY-LE-BRETONNEUX, GUYANCOURT ET MAGNY-LES-HAMEAUX (78)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	2 250 000,00 € HT	60,00 %	1 350 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78190 TRAPPES

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur JEAN MICHEL FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité au titre de la nécessité d'engager au plus vite les travaux de réalisation des aménagements cyclables afin de pouvoir desservir les sites olympiques de la colline d'Elancourt et du golf national de Magny-les-Hameaux en prévision des jeux olympiques 2024.

Description :

La ligne V8 du Réseau Vélo Ile-de-France reliant Paris à Plaisir traverse quatre départements : Paris, les Hauts-de-Seine, l'Essonne ainsi que les Yvelines.

Le tracé passant par la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines a été entièrement validé en comité de ligne.

La présente demande de subvention concerne l'aménagement des tronçons 6, 7, 9, 11, 12, 13 et 15 sud de la ligne V8 dans le cadre des pistes cyclables régionales du Réseau Vélo Ile-de-France.

Il s'agit de :

- la création d'une voie verte de 1750 m environ longeant la RD912 à Trappes (tronçons 6 et 7),
- le renforcement de la zone 30 en traversée de l'Ile de Loisir de Saint-Quentin-en-Yvelines (tronçons 9),
- l'élargissement de la voie verte existante à 4 m environ de large sur 200 m environ, le long de l'avenue des Prés à Montigny-le-Bretonneux (tronçon 11),
- la création d'une piste bidirectionnelle de 4 m environ de large et 900 m environ de longueur avenue du

Général Leclerc à Montigny-le-Bretonneux (tronçon 12),

- la création d'un aménagement provisoire consistant en la mise en oeuvre d'une voie verte de 4 m environ de large et de 3000 m environ de long sur le long de l'avenue Leclerc à Trappes, Montigny-le-Bretonneux et Guyancourt (tronçon 13),
- la création d'une voie verte de 60 m environ entre avenue de l'Europe et TCSP à Magny-le-Hameaux (tronçon 15 sud).

Les aménagements dérogatoires au cahier des charges du réseau vélo Île-de-France (voies vertes) ont été consentis par le comité d'experts du 13 octobre 2022 sous réserve de reprendre la gestion des carrefours et des modifications des traversées cyclables, modifications apportées par la communauté d'agglomération.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux d'aménagement cyclable pour le développement du réseau Vélo Île-de-France sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond des dépenses subventionnables est fixé à 1000 €/mètre linéaire. Le plafond de dépense subventionnable pour les aménagements transitoires est fixé à 200 €/mètre linéaire.

Les travaux pour la voie verte tronçon 6 et 7 sont estimés à 830 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 1750 m, le plafond des dépenses subventionnables de 1 750 000 € HT n'est pas atteint. La subvention s'élève donc à 60% du coût réel, soit un montant de 498 000 € HT.

Les travaux pour le renforcement de la zone 30 (tronçon 9) sont estimés à 60 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 1 500 m, le plafond des dépenses subventionnables de 1 500 000 € HT n'est pas atteint. La subvention s'élève donc à 60% du coût réel, soit un montant de 36 000 € HT.

Les travaux pour la voie verte et la piste bidirectionnelle à Montigny le Bretonneux (tronçons 11 et 12) sont estimés à 700 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 1100 m (200 + 900), le plafond des dépenses subventionnables de 1 100 000 € HT n'est pas atteint. La subvention s'élève donc à 60% du coût réel, soit un montant de 420 000 € HT.

Les travaux pour l'aménagement provisoire de la voie verte prévue à Trappes, Guyancourt et Montigny-le-Bretonneux (tronçon 13) sont estimés à 935 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 3000 m, le plafond des dépenses subventionnables de 600 000 € HT est dépassé. La subvention s'élève donc à 60% de ce plafond, soit un montant de 360 000 € HT.

Les travaux pour la création d'une voie verte à Magny-le-Hameaux (tronçon 15 sud) sont estimés à 60 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 60 m, le plafond des dépenses subventionnables de 60 000 € HT n'est pas dépassé. La subvention s'élève donc à 60% du coût réel, soit un montant de 36 000 € HT.

La subvention totale est donc de 1 350 000 € HT (498 000 + 36 000 + 420 000 + 360 000 + 36 000).

Localisation géographique :

- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 585 000,00	100,00%
Total	2 585 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	1 350 000,00	52,22%
Fonds propres	1 235 000,00	47,78%
Total	2 585 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23008092 - RESEAU VELO ILE DE FRANCE - V4 - JALONNEMENT A MARNE ET GONDOIRE (77)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-2041512-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	300 000,00 € HT	60,00 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG
77600 BUSSY-SAINT-MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur JEAN PAUL MICHEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le jalonnement fera l'objet d'une évaluation en sécurité routière dans le cadre du développement de la signalisation du réseau Vélo Île-de-France.

Description :

L'axe V4 du réseau Vélo-Île-de-France (VIF) reliera les agglomérations de Cergy-Pontoise (95) à Val d'Europe (77).

Sur le territoire de la Marne et Gondoire, la communauté d'agglomération est en train de réaliser les travaux d'aménagement du VIF, pour produire 7 km d'aménagements cyclables continus et structurants.

Dans le cadre du développement du VIF, ce site permettra de réaliser une expérimentation de dispositifs de signalisation verticale et horizontale nouveaux, réalisés en cohérence avec la charte de la signalétique voyageurs d'Île-de-France Mobilités, et avec le référentiel du jalonnement réalisé par la Région.

La présente subvention permettra de financer la mise en oeuvre de marquages au sol (signalisation horizontale), panneaux directionnels (signalisation verticale) et mobiliers de nature à marquer la continuité du VIF et guider les usagers.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux d'implantation de signalisation sur le réseau Vélo Île-de-France (VIF) sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables.

Le plafond de dépense subventionnable pour la est fixé à 50 €/mètre linéaire pour la signalisation verticale, et à 100 €/ mètre linéaire pour la signalisation horizontale.

Signalisation verticale

Travaux estimés à 100 000 €.

Au regard du linéaire de 2000 mètres environ, le plafond de 100 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 60% de ce plafond, soit 60 000 €.

Signalisation horizontale

Travaux estimés à 200 000 €.

Au regard du linéaire de 2000 mètres environ, le plafond de 200 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 60% de ce plafond, soit 120 000 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 180 000 € (60 000 + 120 000)

Localisation géographique :

- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	180 000,00	60,00%
Fonds propres	120 000,00	40,00%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007858 - VIF V2 - ADP - TRAVAUX SUR LA PLATEFORME ROISSY CDG (77-93-95)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-20422-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	5 165 000,00 € HT	60,00 %	3 099 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 099 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADP AEROPORTS DE PARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE FRANCE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Madame JUSTINE COUTARD, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'axe V2 du réseau Vélo Île-de-France (VIF) relie Paris à l'aéroport Paris-Charles de Gaulle via Porte de la Villette, La Courneuve, le Bourget et le parc des expositions de Villepinte.

ADP est maître d'ouvrage des aménagements sur la plateforme aéroportuaire de Paris-CDG. A terme, cet itinéraire sur la plateforme représentera environ 5 705 m d'aménagements VIF de la sortie du giratoire route de la Croix au Plâtre / chemin de Roissy à Villepinte, jusqu'à Roissypole.

L'objet de la présente subvention est de réaliser environ 5 165 ml de ces aménagements, soit la quasi totalité du périmètre ADP hormis la piste existante route des Deux Cèdres (environ 360 ml) et un ouvrage d'art (environ 180 ml) qui fera l'objet d'une future subvention.

Les aménagements réalisés seront les suivants :

1/ Des aménagements conformes au cahier des charges du réseau VIF :

- une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 4 m de largeur, sur un total d'environ 4 270 ml,
- une vélorue à l'approche de Roissypole, sur environ 470 ml.

2/ Ponctuellement, l'aménagement devra être adapté en raison des contraintes du terrain :

- la piste sera réduite à environ 3,5 m, sur environ 60 ml dans la rue de l'Echelle (au plus contraint, la piste fera ponctuellement 3 m de largeur au minimum),

- une voie verte de 4 m sera réalisée route des Peupliers sur environ 375 ml, pour passer sous les ouvrages de franchissement des pistes aéroportuaires sous le pont route. La voie verte sera séparée de la chaussée par une glissière béton.

Le revêtement des aménagements dédiés sera en béton bitumineux. Un éclairage et du balisage lumineux seront installés.

Les aménagements objets de la présente subvention se connecteront :

- à l'extrémité de l'emprise ADP au sud, aux aménagements sous maîtrise d'ouvrage de Grand Paris Aménagement,
- à la piste cyclable existante route des deux Cèdres,
- à l'ouvrage d'art qui sera réalisé pour relier la route de l'Echelle et la route du Noyer au Chat. Cet ouvrage d'art fera l'objet d'une demande de subvention ultérieure.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux d'aménagement cyclable pour le développement du réseau Vélo Île-de-France sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 1000 €/mètre linéaire.

Création d'une piste bidirectionnelle, d'une voie verte et d'un aménagement de type vélorue :
Travaux estimés à 5 425 600 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 5 165 m, le plafond des dépenses subventionnables de 5 165 000 € est dépassé.

La subvention s'élève donc à 60% de ce plafond de 5 165 000 €, soit un montant de 3 099 000 €.

Localisation géographique :

- LE MESNIL-AMELOT
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 425 600,00	100,00%
Total	5 425 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 099 000,00	57,12%
Fonds propres	2 326 600,00	42,88%
Total	5 425 600,00	100,00%

DOSSIER N° 23007854 - VELO - IDFM - FINANCEMENT DES SERVICES VELO REGIONAUX VELIGO LOCATION

Dispositif : Route de demain - Maîtrise de la mobilité (investissement) (n° 00001276)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-87-2041781-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Maîtrise de la mobilité (investissement)	4 000 000,00 € HT	50,00 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local

Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : doublement de la flotte Véligo Location

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'accompagner la hausse de la demande, Île-de-France Mobilités a dû passer de nouvelles commandes avant novembre 2023.

Description :

Depuis la rentrée 2019, Île-de-France Mobilités propose aux Franciliens un service de location longue durée de vélos à assistance électrique appelé Véligo Location, en vue de favoriser l'utilisation du vélo notamment pour les trajets domicile-travail. Une flotte initiale de 10 000 vélos a ainsi été ouverte à la location, pour des abonnements d'une durée de six mois. Cette flotte a été portée à 20 000 vélos à assistance électrique (VAE) et complétée depuis 2021 par une offre de vélo-cargos de trois modèles (triporteur, biporteur, rallongé).

Pour répondre à un besoin croissant et limiter tout phénomène de liste d'attente nuisible à l'image du service, cette subvention permet le financement de l'achat :

- de 500 vélos cargos, afin de doubler la flotte existante :

* 130 nouveaux vélos triporteurs (total 230)

* 130 nouveaux vélo biporteurs (total 330)

* 240 nouveaux vélos rallongés (total 440),

- de 1 500 VAE supplémentaires.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

L'estimation du besoin pour le développement du service Véligo location est le suivant :

- achat de 500 vélo cargos : 1 950 000 € ;

- achat de 1 500 VAE : 2 050 000 € ;

Soit un coût total estimé à 4 000 000 €.

Conformément à l'article 3 "Maîtrise de la mobilité" de l'annexe 5 "Pour mieux partager la route" de la délibération CR 2022-021 relative au plan "Route de demain", la participation régionale est de 50% du coût de la dépense subventionnable (4 000 000 €).

La subvention est donc de 2 000 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 000 000,00	100,00%
Total	4 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000 000,00	50,00%
Fonds propres	2 000 000,00	50,00%
Total	4 000 000,00	100,00%

Annexe 2 - Avenant à la convention CD95

AVENANT N°1

à la convention de financement 23003163 relative à l'opération
« RESEAU VELO IDF - V4 - CD95 - TRAVAUX D203 ENTRE CONFLANS ET NEUVILLE
(95) »

adoptée par délibération N° CP 2023-116 du 5 juillet 2023

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
dont le statut juridique est : Département
dont le siège social est situé au : 2 AV DU PARC 95032 CERGY
ayant pour représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Par délibération N° CP 2023-116 du 5 juillet 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir le département du Val d'Oise pour la réalisation de l'opération suivante : RESEAU VELO IDF - V4 - CD95 - TRAVAUX D203 ENTRE CONFLANS ET NEUVILLE (95) (référence dossier n° 23003163).

Le descriptif complet du projet ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans l'annexe à la convention notifiée au bénéficiaire.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT :

Il est nécessaire de modifier la fiche projet en remplaçant la notion de « piste cyclable » par celle de « voie verte », afin de permettre réglementairement la circulation des piétons sur cet axe hors agglomération.

Par ailleurs, il est également nécessaire de supprimer l'obligation d'accueil de 3 stagiaires. Ces modifications sont sans incidence sur le montant de la subvention accordée.

Le présent avenant modifie l'annexe de présentation du projet, en conséquence, et la remplace par la nouvelle annexe adoptée par délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE DE PRESENTATION DU PROJET

L'article 8 de la convention est modifié comme suit :

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-116 du 5 juillet 2023, modifiée par délibération N° CP2023-392 du 17 novembre 2023.

ARTICLE 3 : ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 4 : DISPOSITION DIVERSES

Toutes les clauses de la convention initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le Bénéficiaire

Annexe 3 - Fiche-projet CD95 modifiée

DOSSIER N° 23003163 - RESEAU VELO IDF - V4 - CD95 - TRAVAUX D203 ENTRE CONFLANS ET NEUVILLE (95)

Dispositif : Réseau vélo Île-de-France (n° 00001217)

Délibération Cadre : CP2020-272 modifiée du 27/05/2020

Imputation budgétaire : 908-87-204132-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseau vélo Île-de-France	1 000 000,00 € HT	60,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY

Statut Juridique : Département

Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette annexe de présentation du projet adoptée par délibération n° CP 2023-116 du 6 juillet 2023 est modifiée par délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023, sur les points suivants : en remplaçant la notion de « piste cyclable » par celle de « voie verte », afin de permettre réglementairement la circulation des piétons sur cet axe hors agglomération et la suppression de l'obligation d'accueil de 3 stagiaires.

L'axe V4 du Réseau Vélo Île-de-France doit relier Cergy-Pontoise à Marne-la-Vallée Chessy.

A l'ouest, la présente demande concerne l'aménagement d'une voie verte le long de la D203 entre Conflans-Sainte-Honorine (78) et Neuville-sur-Oise (95), réalisée par le département du Val d'Oise. Cet aménagement structurant de 4m de large (sauf pincement à 3m sur l'ouvrage de franchissement des voies SNCF) se connecte notamment au pôle universitaire et à la gare de Neuville Université.

Sur une longueur totale de près d'un kilomètre et demi entre le giratoire Péri/Hautil et la rue d'Eragny, cet aménagement structurant sera à terme connecté à l'ouest avec la continuité de la piste cyclable prévue par le CD95 jusqu'à Cergy, et l'est par les aménagements projetés dans Conflans-Sainte-Honorine.

La voie verte répond aux caractéristiques techniques prévues par le cahier des charges du Réseau Vélo Île-de-France pour en faire un réseau cyclable à haut niveau de service, notamment en raison de la faible fréquentation piétonne attendue hors agglomération.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux d'aménagement cyclable pour le développement du Réseau Vélo Île-de-France sont subventionnés à hauteur de 60% des dépenses subventionnables. Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 1000 €/mètre linéaire.

Travaux estimés à 1 000 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 1500 m, le plafond des dépenses subventionnables de 1 500 000 € n'est pas atteint.

La subvention s'élève donc à 60% de 1 000 000, soit un montant de 600 000 €.

Localisation géographique :

- CONFLANS-SAINT-HONORINE
- NEUVILLE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	900 000,00	90,00%
Maîtrise d'oeuvre	100 000,00	10,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	600 000,00	60,00%
Fonds propres	400 000,00	40,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Annexe 4 - Avenant à la convention Epamarne

AVENANT N°1

à la convention de financement EX070826 relative à l'opération
« VELO – EPAMARNE – VOIE EXPRESS (77) »
adoptée par délibération n° CP 2023-066 du 29 mars 2023

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ETS PUBLIC AMENAGEMENT VILLE NOUVELLE EPA MARNE
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
dont le siège social est situé au : 8 AVENUE ANDRE MARIE AMPERE 77420 CHAMPS SUR MARNE
ayant pour représentant : Monsieur Laurent GIROMETTI, Directeur général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Par délibération N° CP 2023-066 du 29 mars 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'EPAMARNE pour la réalisation de l'opération suivante : VELO - EPAMARNE - VOIE EXPRESS (77) (référence dossier n° EX070826).
Le descriptif complet du projet ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans l'annexe à la convention notifiée au bénéficiaire.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Afin de corriger des coquilles dans la présentation du projet, il convient de remplacer, dans la fiche-projet :

- « rue Jean Moulin » à Bussy-Saint-Georges par « rue de la Butte de Vaux »,
- « l'avenue Grame Bell » par « l'avenue Graham Bell »,
- « rue de la Butte aux Vaux » par « rue de la Butte de Vaux ».

Ces modifications sont sans incidence sur le montant de la subvention accordée.

Le présent avenant modifie l'annexe de présentation du projet, en conséquence, et la remplace par la nouvelle annexe adoptée par délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE DE PRESENTATION DU PROJET

L'article 8 de la convention est modifié comme suit :

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-066 du 29 mars 2023 modifiée par délibération N° CP 2023-392 du 17 novembre 2023.

ARTICLE 3 : ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 4 : DISPOSITION DIVERSES

Toutes les clauses de la convention initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le Bénéficiaire

Annexe 5 - Fiche-projet Epamarne modifiée

DOSSIER N° EX070826 - VELO - EPAMARNE - VOIE EXPRESS (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-204182-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	2 761 000,00 € HT	50,00 %	1 380 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 380 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUBLIC AMENAGEMENT VILLE
NOUVELLE EPA MARNE

Adresse administrative : 8 AVENUE ANDRE MARIE AMPERE
77420 CHAMPS SUR MARNE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur Laurent GIROMETTI, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 mars 2023 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette annexe de présentation du projet adoptée par délibération n° CP 2023-066 du 29 mars 2023 est ajustée par la délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023. À la suite d'une erreur matérielle dans le détail de l'opération, il convient de remplacer « rue Jean Moulin » à Bussy-Saint-Georges par « rue de la Butte de Vaux ».

Pour sa politique vélo, l'EpaMarne s'inscrit dans le document stratégique de la communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire. Elle s'est engagée dans la mise en œuvre d'un plan d'action triennal.

La présente demande de subvention porte sur la première phase de réalisation d'une voie express vélo d'environ sur environ 14 km et concerne les sections suivantes :

- Création rue de la Butte de Vaux à Bussy-Saint-Georges d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale côté est, d'environ 3 mètres de large entre le bois de Bussy, en jonction avec le RER-Vélo, et l'avenue Graham Bell.

- Création avenue Graham Bell à Bussy-Saint-Georges d'une piste cyclable unidirectionnelle unilatérale côté sud, d'environ 2 mètres de large réalisée dans la continuité de la piste existant et jusqu'au bd de

Lagny.

- Création boulevard de Lagny (RD 35) à Bussy-Saint-Georges d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale côté est, d'environ 4 mètres de large entre le giratoire av. Curie/bd Lagny et la future passerelle de Bussy-Ferrières pour le franchissement de l'A4.

- Création avenue de l'Europe à Bussy-Saint-Georges d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale côté nord, d'environ 4 mètres de large entre la piste longeant le boulevard de Lagny (RD35) et le boulevard de la Haye.

- Création avenue de l'Europe à Bussy-Saint-Georges d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale côté nord, d'environ 3 mètres de large entre la rue Pavé et le boulevard de Rome.

- Création boulevard de Rome et boulevard des Cent Arpents à Bussy-Saint-Georges d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale côté est, d'environ 3 mètres de large entre la rue l'av. de l'Europe et l'av du Général de Gaulle.

- Création sur la route départementale 406 d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale côté nord, d'environ 3 mètres de large entre le bd des Cent Arpents à Bussy-Saint-Georges et le chemin du Colombier à Jossigny. La passerelle de franchissement du ru n'est pas incluse dans cette subvention.

- Création sur avenue Joseph Paxton à Ferrières-en-Brie d'une piste cyclable bidirectionnelle, d'environ 3 mètres de large entre la future passerelle de Bussy-Ferrières pour le franchissement de l'A4 et la rue Charles Cordier.

Détail du calcul de la subvention :

L'Epamarne ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

Création d'une piste cyclable Rue de la Butte de Vaux

Travaux estimés à 150 000 € HT.

Au regard du linéaire de 220 mètres environ, le plafond de 121 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 60 500 €.

Création d'une piste cyclable Avenue Graham Bell

Travaux estimés à 110 000 € HT.

Au regard du linéaire de 200 mètres environ, le plafond de 110 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 55 000 €.

Création d'une piste cyclable Boulevard de Lagny (RD35)

Travaux estimés à 320 000 € HT.

Au regard du linéaire de 310 mètres environ, le plafond de 170 500 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 85 250 €.

Création d'une piste cyclable Avenue de l'Europe (Ouest)

Travaux estimés à 700 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1 240 mètres environ, le plafond de 682 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 341 000 €.

Création d'une piste cyclable Avenue de l'Europe (Est)

Travaux estimés à 303 000 € HT.

Au regard du linéaire de 410 mètres environ, le plafond de 225 500 € est atteint.
Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 112 750 €.

Création d'une piste cyclable Boulevard de Rome

Travaux estimés à 206 000 € HT.

Au regard du linéaire de 265 mètres environ, le plafond de 145 750 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 72 875 €.

Création d'une piste cyclable RD406

Travaux estimés à 651 000 € HT.

Au regard du linéaire de 865 mètres environ, le plafond de 475 750 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 237 875 €.

Création d'une piste cyclable Avenue Joseph Paxton

Travaux estimés à 756 000 € HT.

Au regard du linéaire de 1 000 mètres environ, le plafond de 550 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 275 000 €.

Création d'une piste cyclable Boulevard des Cent Arpents

Travaux estimés à 360 000 € HT.

Au regard du linéaire de 510 mètres environ, le plafond de 280 500 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 140 250 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 1 380 500 € (60 500 + 55 000 + 85 250 + 341 000 + 112 750 + 72 875 + 237 875 + 275 000 + 140 250).

Localisation géographique :

CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et études	4 524 000,00	100,00%
Total	4 524 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 380 500,00	30,52%
Subvention État (attribuée)	1 026 000,00	22,68%
Fonds propres	2 117 500,00	46,81%
Total	4 524 000,00	100,00%

Annexe 6 - Avenant à la convention Compans

AVENANT N°1

à la convention de financement 22007598 relative à l'opération
« VELO - COMPANS - PLAN TRIENNAL 2023-2025 - ANNEE 1 (77) »
adoptée par délibération n° CP2023-066 du 29 mars 2023

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-392 du 17 novembre 2023,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DE COMPANS
dont le statut juridique est : Commune
dont le siège social est situé au : 1 RUE DE L'HOTEL DE VILLE 77290 COMPANS
ayant pour représentant Monsieur Joël MARION, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le présent avenant a pour objet la suppression de l'obligation d'accueil de stagiaires, en application des nouvelles règles du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens ».

La commune de Compans est bénéficiaire d'une subvention régionale au titre du Plan vélo régional, attribuée par délibération n° CP 2023-066 du 29 mars 2023, afin de réaliser l'année 1 de son plan triennal.

Au titre de la subvention, la Commune s'est engagée à accueillir 2 stagiaires selon les dispositions, applicables lors du dépôt et de l'instruction du dossier de subvention, de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes Franciliens.

Or, la délibération n° CR 08-16 a été modifiée par délibération du conseil régional n° CR2022-076 du 13 décembre 2022 portant sur le budget primitif pour 2023. Cette délibération modifie la délibération n° CR08-16 en précisant que l'obligation d'accueil de stagiaires ne s'applique pas aux communes rurales de moins de 2 000 habitants. Cette délibération est applicable dès son vote par le conseil régional, et s'applique donc à la subvention votée en mars 2023 au bénéfice de Compans.

Il convient donc de supprimer l'obligation d'accueil de stagiaires dans la convention de financement.

Ainsi, le présent avenant supprime l'article 2.3 (obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)) et modifie les numérotations en conséquence, modifie l'article 2.4 (obligations administratives et comptables), l'article 3.2.2 (versement du solde), l'article 6 (restitution de la subvention) et l'annexe « fiche projet ».

ARTICLE 1 : SUPPRESSION DE L'ARTICLE 2.3 « OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S) »

L'article 2.3 « Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s) » de la convention initiale est supprimé.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.4 « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES »

L'article 2.4 « Obligations administratives et comptables » de la convention initiale est modifié comme suit :

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES
(...)

Suppression du paragraphe suivant :

« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement. »

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE LA NUMEROTATION DE L'ARTICLE 2.5 « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION »

L'article 2.5 « Obligations en matière de communication » de la convention initiale est modifié comme suit :

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2.2 « VERSEMENT DU SOLDE »

L'article 3.2.2 « Versement du solde » de la convention initiale est modifié en supprimant le paragraphe suivant :

« Le versement du solde est également subordonné à la production de 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 « RESTITUTION DE LA SUBVENTION »

L'article 6 « Restitution de la subvention » de la convention initiale est modifié en supprimant le paragraphe suivant :

« La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants. »

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE L'ANNEXE « FICHE PROJET »

L'annexe « fiche projet » de la convention initiale est remplacée par l'annexe « fiche-projet » n° 22007598 détaillée dans l'annexe 5 de la délibération N° CP2023-392 du 17 novembre 2023.

Le paragraphe suivant est supprimé : « Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. »

ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur après sa signature par l'ensemble des parties.

Fait à Saint Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le maire
de la ville de Compans

Annexe 7 - Fiche-projet Compans modifiée

DOSSIER N° 22007598 - VELO - COMPANS - PLAN TRIENNAL 2023-2025 - ANNEE 1 (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)

Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 908-87-2041412-187001-200

Action : 18700101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	104 000,00 € HT	50,00 %	52 000,00 €
	Montant total de la subvention		52 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COMPANS
Adresse administrative : 1 RUE DE L'HOTEL DE VILLE
77290 COMPANS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël MARION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 mars 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette annexe de présentation du projet adoptée par délibération n° CP 2023-066 du 29 mars 2023 est modifiée par délibération n° CP 2023-392 du 17 novembre 2023, en supprimant l'obligation d'accueil de 2 stagiaires.

Pour sa politique vélo, la commune de Compans a adopté un plan vélo décliné en plan d'investissement pluriannuel.

La présente demande de subvention porte sur la première phase de la liaison cyclable Compans - Gressy. Cette première phase comprend les aménagements entre la gare et la limite de la future ZAC des deux Moulins, les aménagements prévus sont :

- Création d'une CVCB Sente St Lambert entre la rue des Cerisiers et le parvis de l'école.
- Création d'une piste cyclable bidirectionnelle. Piste d'environ 3 mètres de large sur le parvis de l'école.
- Création d'une Zone 30 avec jalonnement horizontal Sente St Lambert entre le parvis et l'entrée de la future ZAC des deux Moulins.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Compans ayant adopté un schéma directeur cyclable territorial décliné en plan d'investissement pluriannuel, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, les aménagements de complétion du maillage cyclable et de résorption des coupures sont subventionnables à 50% avec un plafond de dépense subventionnable de 550 € HT / mètre linéaire.

- Création d'une CVCB Sente St-Lambert - Nord

Travaux estimés à 8 000 € HT.

Au regard du linéaire de 85 mètres environ, le plafond de 46 750 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 4 000 €.

- Création d'une piste cyclable Sente St-Lambert - Parvis de l'école

Travaux estimés à 140 000 € HT.

Au regard du linéaire de 160 mètres environ, le plafond de 88 000 € est atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% de ce plafond, soit 44 000 €.

- Mise en place d'une zone 30 Sente St-Lambert - Sud

Travaux estimés à 8 000 € HT.

Au regard du linéaire de 90 mètres environ, le plafond de 49 500 € n'est pas atteint.

Le montant de la subvention s'élève donc à 50% des dépenses éligibles, soit 4 000 €.

L'ensemble de la participation régionale s'élève à 52 000 € (4 000 + 44 000 + 4 000).

Localisation géographique :

 COMPANS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et travaux	156 000,00	100,00%
Total	156 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	52 000,00	33,33%
Fonds propres	104 000,00	66,67%
Total	156 000,00	100,00%

Annexe 8 - Convention IDFM service Véligo

Convention de financement des services vélos régionaux Véligo Location (Île-de-France Mobilités)

Convention n°23007854

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-392 du 17/11/2023,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n° _____ en date du _____.

ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « Île-de-France Mobilités »

d'autre part,

PREAMBULE :

Les trois quarts des déplacements des habitants d'Île-de-France sont des trajets de moins de 5 km. Cette distance peut être parcourue en moins de 20 minutes à vélo, qui représente donc une option pertinente pour le rabattement sur les gares du réseau de transports en commun francilien.

Le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France a pour objectif d'encourager le développement de la pratique du vélo sur le territoire de la région Île-de-France.

Par ailleurs, le Plan Vélo, adopté par le Conseil régional en 2017, a pour objectif de tripler la part modale du vélo. Pour élaborer le Plan vélo régional, un appel à contributions publiques ayant recueilli près d'un millier de propositions a été réalisé.

Le plan vélo régional a permis d'attribuer plus de 500 subventions depuis 2017 pour soutenir les politiques cyclables des collectivités, intercommunalités et associations franciliennes. Cette période a connu une augmentation sans précédent de l'usage du vélo en Île-de-France.

La Région coordonne le développement du réseau Vélo Île-de-France (VIF, le nouveau nom du RER-Vélo), réseau cyclable à haut niveau de service régional, et assure 60% de son financement.

Dans le même temps, Île-de-France Mobilités a renforcé sa politique vélo autour de 3 leviers :

- L'offre de service Véligo Location
- Le développement de l'intermodalité en gare
- Le soutien financier à l'acquisition de vélos personnels.

La présente subvention permettra d'accompagner Île-de-France Mobilités dans le développement du service Véligo location.

Depuis la rentrée 2019, Île-de-France Mobilités propose aux Franciliens un service de location longue durée de vélos à assistance électrique appelé Véligo Location, en vue de favoriser l'utilisation du vélo notamment pour les trajets domicile-travail. Une flotte initiale de 10 000 vélos a ainsi été ouverte à la

location, pour des abonnements d'une durée de six mois. Cette flotte a été portée à 20 000 vélos à assistance électrique (VAE) et complétée depuis 2021 par une offre de vélo-cargos de trois modèles (triporteur, biporteur, rallongé).

Depuis son lancement, Véligo Location connaît un succès qui se poursuit avec 80 000 usagers cumulés. Le service permet un passage à une pratique durable, puisque 46 % des usagers ne faisaient pas de vélo avant de souscrire, tandis qu'un mois après la fin de l'abonnement, seuls 6 % des usagers Véligo arrêtent le vélo, et qu'un an après, 75% continuent de pratiquer régulièrement le vélo.

Dans le cadre du renouvellement de la délégation de service publique qui arrive à échéance fin 2025, Île-de-France Mobilités souhaite faire évoluer le service afin de cibler de nouveaux publics. D'une part, le projet prévoit une augmentation de la flotte, passant de 21 000 à 40 000 vélos, qui sera diversifiée pour toucher de nouveaux publics : VAE classique, vélos cargos familiaux, vélos cargos professionnels, vélos mécaniques, vélos pliants, vélos adaptés aux besoins spécifiques. D'autre part, il prévoit la création de 40 maisons du vélos (20 maisons du vélos réparties dans tous les départements, et 20 maisons du vélo mobiles), points de distribution et de maintenance de Véligo Location, vitrines de l'ensemble des services vélos régionaux, et ancrées dans le contexte local avec des partenariats permettant de proposer une gamme de service élargis.

Pour répondre à un besoin croissant et limiter tout phénomène de liste d'attente nuisible à l'image du service, cette subvention permet le financement de l'achat de 500 vélos cargos (doublement de la flotte) et de 1500 VAE supplémentaires.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-392 du 17 novembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir Île-de-France Mobilités pour le doublement de la flotte de vélos cargos Véligo Location et l'achat de VAE supplémentaires. Le descriptif complet de l'opération figure dans l'annexe à la présente convention : VELO – IDFM - FINANCEMENT DES SERVICES VELO REGIONAUX VELIGO LOCATION (référence dossier n°23007854).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 4 000 000 €, soit un montant maximum de subvention de 2 000 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de deux ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité Véligo Location.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement

constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.2.3 : Modalités de mandatement pour la région Île-de-France

Les versements sont effectués auprès de l'Agent Comptable d'Île-de-France Mobilités aux coordonnées ci-après :

ILE-DE-FRANCE MOBILITES RGF, PARIS

Code banque	Code guichet	N° Compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0507 972

Le paiement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention (libellé du virement portant le numéro de la facture).

Les dates de référence de mandatement sont portées par écrit à la connaissance d'Île-de-France Mobilités.

La domiciliation de la région Île-de-France pour la gestion des flux financiers est :

Adresse de facturation	Nom du service
2 rue Simone VEIL 93400 SAINT-OUEN CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr	Pôle Finances Direction de la comptabilité

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date du 1^{er} avril 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 17 novembre 2023.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 3, ou le cas échéant par application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention, ou le cas échéant en cas de résiliation selon les modalités prévues à l'article 5.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-392 du 17 novembre 2023,

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

<p>Pour la Région Île-de-France,</p> <p>Valérie PÉCRESSE Présidente</p>	<p>Pour Île-de-France Mobilités,</p> <p>Laurent PROBST Directeur général</p>
--	---